EDITIONS DU PARTI SOCIALISTE (S.F.I.O.

Les Marchands de Canons contre la Paix

L'épargne pillée
La nation trahie

Discours prononcé à la Chambre des Députés le 11 Février 1932

par

Paul FAURE

Secrétaire Général du Parti Socialiste, Député du Creusot

Préface de **COMPÈRE-MOREL**, Député du Gard

LA BIBLIOTHÈQUE DE PARIS MARXISTE

Prix : 0 f. 75

EDITIONS DU PARTI SOCIALISTE (S.F.I.O.

Les Marchands de Canons contre la Paix

L'épargne pillée
La nation trahie

Discours prononcé à la Chambre des Députés le 11 Février 1932

par

Paul FAURE

Secrétaire Général du Parti Socialiste, Député du Creusot

Préface de **COMPÈRE-MOREL**, Député du Gard

Prix : 0 f. 75

Le Pillage de l'Épargne
La Haute Trahison
des Marchands de Canons

Préface de Compère-Morel

Jeudi matin, 9 h. 30, Paul Faure est à la tribune Il va y prononcer un de ces utiles discours de propagande qui s'adressent plus au pays qu'aux députés.

Pendant plus d'une heure, notre ami tiendra la Chambre sous le charme et l'autorité de sa parole Ses camarades, enthousiastes, l'applaudiront avec frénésie. Ses adversaires, atterrés, n'oseront même pas l'interrompre!

Et pourtant, quel implacable réquisitoire contre la politique financière et nationaliste suivie par les gouvernements de réaction politique et de conservation sociale qui se sont succédé au pouvoir depuis toujours...

Froidement, sans emphase inutile, avec cette emotion contenue qui se dégage de toutes ses interventions et dans cette langue riche et nerveuse dont il a le secret, Paul Faure accuse ouvertement notre bourgeoisie de sacrifier les intérêts généraux de son pays pour satisfaire ses intérêts particuliers.

Les preuves ? Il les apporte, péremptoires, indiscutables, définitives.

D'abord les deux cents et quelques milliards d'emprunts étrangers, — que les gouvernants ont non seulement permis mais favorisés — dont l'épargne publique a été escroquée et avec lesquels la France aurait pu réaliser des œuvres utiles et grandioses

Puis, ensuite, pour quoi et pour qui ces milliards ? Dans le passé, pour armer toutes les nations quelles qu'elles soient, sans se soucier si un jour ces armes ne se retourneront pas contre les pères, les fils ou les frères de ceux qui les ont fabriquées! Dans le présent, pour favoriser les gouvernements de dictature et, en même temps, permettre aux marchands de canons et de munitions de battre monnaie — et mitraille — sur les poitrines françaises qui, hier encore, servaient de cibles vivantes aux engins de destruction que ces industriels avaient vendus aux empires centraux.

Et dans un silence de plomb, devant une majorité écrasée qui se rend compte de l'horreur des faits, Paul Faure expose, documents photographiques en mains, comment, avant la guerre, les Schneider du Creusot, reçus par Guillaume II sur son yacht impérial, vendaient leur matériel de mort aux Turcs et aux Bulgares et comment, après la guerre, ils continuaient leur commerce criminel avec les pires ennemis de notre pays.

S'adressant par-dessus les bancs du gouvernement aux capitalistes français, Paul Faure met en parallèle leur action internationale et la nôtre.

Quand, s'écrie-t-il, nous allons en Allemagne, comme je le faisais il y a quelques jours, c'est pour parler au peuple allemand, aux ouvriers allemands, aux paysans allemands qui veulent passionnément la paix, *comme notre peuple, comme nos ouvriers, comme nos paysans la veulent ! Quand vous y allez, vous, messieurs, c'est pour prendre contact, fraterniser, converser et commercer avec les banquiers, les industriels et les hobereaux dont votre propre presse dénonce chaque jour l'esprit belliqueux et le désir de revanche ! Et c'est nous qui sommes les mauvais Français ! C'est Jaurès que vous coiffez d'un casque*

prussien ! Ce sont les meilleurs des nôtres que vous dénoncez comme les ennemis de la France !

Aussi quand, avant de descendre de la tribune, Paul Faure jette à la majorité son « A chacun ses Allemands ! », une ovation lui est faite par tous ceux qui sont décidés à s'opposer aux ignominieuses aventures auxquelles nos nationalistes sont susceptibles de nous conduire.

En prononçant sons discours, si fertile en enseignements pour les démocrates et si riche en documentation pour les socialistes, Paul Faure a rendu un réel service à notre cause et à celle de son pays.

Il incombe maintenant à nos militants, à nos candidats et à nos élus, de l'utiliser au cours de leurs campagnes à travers la France.

Il faut que les masses laborieuses de ce pays qui seront, demain, appelées à se prononcer, connaissent exactement la gravité du danger qu'une majorité parlementaire, élue grâce aux campagnes menées aux frais et pour le compte des fabricants de canons et de munitions, ferait courir à la Paix du monde, à leur vie, à celle des leurs et à l'existence de la Civilisation.

D'un côté, les panneaux-panoplies-réclame de M. de Kérillis ; de l'autre, le lumineux discours, si profondément français, parce que humain, du socialiste Paul Faure.

Le choix de ceux qui détestent et qui haïssent la guerre et son cortège d'horreurs matérielles et morales est déjà fait !

COMPERE-MOREL.

Le Discours de Paul Faure

M. le Président. L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1932.

Dans la discussion générale, la parole est à M. Paul Faure, mandatée par le groupe du parti socialiste.

M. Paul Faure. Messieurs, j'ai quelques observations à présenter, quelques chiffres et documents à soumettre à la Chambre à propos des conceptions financières de la France en matière de politique extérieure.

Il s'agit d'une question de moralité publique et privée, de la défense de l'épargne et, j'ajoute, des problèmes de la paix.

Il y a quelques jours, une émotion assez vive gagna les milieux parlementaires d'abord, l'opinion publique ensuite, quand on apprit que le Gouvernement français, sans consulter d'ailleurs ni le Parlement, ni aucune des commissions compétentes, avait décidé de prêter de l'argent, et une somme considérable, à la Hongrie.

Cette émotion était due, en premier lieu, au fait que, dans les circonstances présentes, en période de chômage et de crise économique, on n'apercevait pas très bien les raisons d'une pareille libéralité.

Cette émotion s'accrut quand on apprit que les intérêts d'un groupe financier et industriel français étaient engagés là-bas et quand il apparut clairement que c'était pour venir au secours de ce groupe qu'on était décidé à faire ce gros effort financier.

Enfin, il y eut de l'émoi et de l'inquiétude pour cette troisième raison qu'il s'agissait de la Hongrie fasciste et réactionnaire.

Actuellement, Messieurs, les communes ne savent plus où trouver de l'argent. Le budget de l'Etat est en déficit, ainsi que mon ami, M. Vincent Auriol, l'a établi si fortement avant-hier. Nous allons avoir besoin de sommes considérables pour faire face au payement des allocations de chômage. Dans ces conditions, prêter de l'argent à des Etats étrangers ne semble pas quelque chose de très opportun ni de très indiqué.

Et puis, il était intéressant de savoir quels étaient les groupes financiers et industriels qui étaient engagés en Hongrie et au secours desquels on allait par le canal de la Banque générale de crédit hongrois.

J'ai personnellement mené une campagne dans la presse sur cette question. Je suis arrivé, paraît-il, et j'en suis confus, à émouvoir le Gouvernement.

Et quand la question vint devant les Commissions des Finances et des Affaires étrangères de la Chambre, le Gouvernement annonça qu'il avait fait une enquête. Mais une enquête sur quoi ? Pour savoir si la firme Schneider avait des intérêts dans la Banque générale de crédit hongrois. Mais la curiosité du Gouvernement était à retardement.

Si je suis bien renseigné, cette enquête se fit auprès de M. Schneider lui-même. (*Rires et applaudissements à l'extrême-gauche*). On lui écrivit pour lui demander s'il était exact, ainsi que de méchants esprits le prétendaient, que la firme Schneider eût de gros intérêts dans la Banque générale de crédit hongrois.

Je n'ai pas eu connaissance de la réponse que fit M. Schneider au Gouvernement, mais je suis surpris que celui-ci ait eu besoin de faire une enquête. Il lui aurait suffi de consulter un employé de banque parisien. (*Très bien ! très bien ! à l'extrême-gauche*), qui lui aurait fourni la preuve évidente que la firme Schneider a des intérêts là-bas, simplement en lui

donnant communication du compte rendu de l'assemblée générale ordinaire de la banque de l'Union parisienne du 8 avril 1927.

A la page 8 de ce compte rendu, voici, en effet, ce que je lis :

« Nous avons, à l'occassion d'une augmentation de capital de la Banque générale de crédit hongrois, utilisé lesdits droits de souscription que nous conféraient nos participations antérieures. »

Je me permets de souligner l'expression « nos participations antérieures », car cela démontre que la Banque de l'Union parisienne, c'est-à-dire le groupe Schneider, avait de gros intérêts dans la Banque générale de crédit hongrois, cette banque extrêmement suspecte qui, depuis des années, finance toutes les sales besognes du gouvernement hongrois, notamment en matière d'armements secrets. (*Applaudissements à l'extrême-gauche*).

Les intérêts financiers du groupe Schneider — et quel groupe ! celui de votre marchand de canons, qui détient une partie de vos secrets de défense nationale — étaient donc engagés dans cette banque lors du scandale de Saint-Gothard et des armements secrets de la Hongrie. (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.*)

Voici un autre extrait d'un rapport confidentiel sur la Banque de l'Union parisienne :

« De concert avec MM. Schneider et Cie, du Creusot, la Banque de l'Union parisienne a constitué, en avril 1920, l'Union européenne industrielle et financière, établissement de grand avenir, qui s'est assuré le contrôle des plus importants groupements industriels tchécoslovaques, notamment des établissements Skoda. Elle a également participé à l'augmentation de capital de la Banque générale de crédit hongrois. »

L'administrateur de la Banque de l'Union parisienne — vous ne l'ignorez pas, à moins que vous n'ayez besoin d'une autre enquête pour le savoir — est M. Eugène Schneider. (*Applaudissements à l'extrême gauche*).

L'Union européenne industrielle et financière est également en rapport d'affaires avec la même banque hongroise, ainsi que le montre le compte rendu de l'Assemblée générale de l'Union européenne industrielle et financière du 10 juin 1929.

Voici ce qu'on y lit :

« Nos participations bancaires en Hongrie et en Autriche ont enregistré, en 1928, des résultats voisins de ceux de l'année précédente et ont maintenu les mêmes dividendes de 5,50 ou de 11 p. 100 pour la Banque générale de crédit hongrois.

« Notre participation dans cet établissement s'est accrue, l'an dernier, d'un nouveau contingent de titres que nous avons eu l'occasion d'acquérir à des conditions avantageuses. »

Le président de l'Union européenne industrielle et financière se trouve être M. Eugène Schneider. (*Applaudissements à l'extrême gauche*).

C'est tout à fait par hasard, bien entendu que, dans ces conditions, vous êtes allés au secours de la Banque générale de crédit hongrois.

Je viens d'établir que la firme Schneider, par elle-même et par ses filiales, contrôle cet établissement.

Autre chose de singulier et de troublant. Quand vous avez eu à prêter de l'argent sans demander l'autorisation, conformément aux lois et aux pratiques de la démocratie, ni à la Chambre, ni aux Commissions parlementaires, c'est par hasard également que vous vous êtes adressés à l'Union parisienne, car on ne peut pas envoyer de l'argent directement. Or, l'Union parisienne, c'est Schneider toujours.

C'est tout à fait par hasard que vous prêtez de l'argent pour renflouer les affaires Schneider et que vous le faites par une banque de Paris qu'administre M. Schneider. (*Applaudissements à l'extrême gauche*).

Je n'insiste pas sur ces étranges procédés, que je commenterai dans un instant.

Le troisième sujet d'étonnement et d'émoi, c'est qu'il s'agit de la Hongrie.

Qu'est-ce que la Hongrie actuelle ? Rien à dire contre le peuple hongrois. Il n'a d'ailleurs pas la parole, vous le savez bien. C'est un régime de dictature brutale et réactionnaire qui l'opprime, ayant à sa tête des hommes comme l'amiral Horthy et ce comte Bethlen, dont M. Pierre Quesnay, directeur de la Banque des règlements internationaux, a dit : « C'est le grand escroc et faussaire du siècle. » (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Pour qu'il ait dit cela de quelqu'un, dans une période où les escrocs et les faussaires sont nombreux et haut placés, il faut que celui-là soit vraiment de qualité. (*Rires et applaudissements à l'extrême gauche*).

Messieurs, tout ce qui se passe en Hongrie est suspect. Nous avons appris que le prince Stahrenberg, prétendant dictateur de l'Autriche, accompagné de l'état-major des Heimwehren, a récemment fait une visite à Budapest. Le prince eut, affirme-t-on, des entretiens avec l'amiral Horthy, le général Gœmboes et le comte Bethlen.

Nous sommes quelque peu troublée de cette diplomatie hongroise. Nous savons que ce pays est gouverné par des réactionnaires et des fascistes et qu'on y rêve du rétablissement des Habsbourg.

Si, un jour ou l'autre, le coup d'Etat de Hitler réussissait en Allemagne, êtes-vous sûrs qu'il ne se produirait pas quelque chose d'infiniment plus grave

que l'Anschluss, c'est-à-dire une alliance militaire entre la Hongrie fasciste et l'Allemagne hitlérienne ?

Il en est parmi nous, messieurs, qui observent ces horizons avec anxiété. Chez vous aussi, n'est-ce pas ?

Les révélations du général Bourgeois au Sénat, ont produit une émotion factice ou réelle, mais bruyante, dans la presse. Il y était déclaré « qu'en cas de mobilisation, la Hongrie pourrait aujourd'hui mettre sur pied et encadrer un minimum de 300.000 hommes qui pourraient s'opposer à nos amis tchécoslovaques ».

M. le sénateur Henry Bérenger, de son côté, a confirmé que la Hongrie armait de nouveau.

M. Toussaint Ambrosini. Avec notre argent !

M. Paul Faure. C'est à cette Hongrie que vous venez d'envoyer de l'argent.

Vous savez cependant que ce pays est en liquidation. Depuis quelques mois, on ne paye plus qu'une partie des fonctionnaires. La Bourse est fermée depuis le mois d'août. Les usines, l'économie sociale sont paralysées. Plus de la moitié de la terre y est possédée par 1.200 magyars. C'est un des pays les plus inquiétants de l'Europe d'aujourd'hui.

Voilà, en core une fois, ceux à qui vous avez prêté l'argent de la République sans consulter la République. (*Applaudissements à l'extrême gauche*).

Je suis ainsi amené, par un enchaînement naturel, à évoquer le double problème du rôle suspect des fabricants de matériel de guerre et des emprunts étrangers en France tels qu'ils sont pratiqués depuis de très longues années.

Le rôle des fabricants d'armes ? Vous ne serez pas surpris de ce qui se passe aujourd'hui, car vous avez été solennellement avertis.

D'abord, par l'article 8 du pacte de la Société des Nations, qui déclare que « la fabrication privée des

munitions et du matériel de guerre soulève de graves objections ». Qu'avez-vous fait, depuis lors, pour écarter ces graves objections, en France, le pays où les fabricants d'armes ont sur notre politique étrangère la plus dangereuse des influences, parce qu'ils disposent de moyens de pression inouïs, où l'on sait qu'ils sont maîtres du marché mondial des armements, depuis que le traité de Versailles les a débarrassés de la concurrence de Krupp ? (*Applaudissements à l'extrême gauche.*) Pour être exact, je devrais dire qu'ils ne se sont débarrassés de Krupp qu'en partie. Si nous voulions serrer de plus près la question, nous les retrouverions ensemble maintenant dans des affaires de Pologne, comme ils étaient ensemble avant la guerre dans les affaires russes de Poutilof. (*Applaudissements à l'extrême gauche*).

Voici encore un autre document : il est extrait du rapport de la Commission mixte de la réduction des armements en date du 15 décembre 1921. Ce fut le deuxième et solennel avertissement.

« Des Sociétés qui s'occupent d'industries de guerre ont contribué à augmenter les menaces de guerre et à persuader à leurs pays respectifs d'adopter une politique belliqueuse et d'augmenter leurs armements. Ces Sociétés ont cherché à soudoyer des fonctionnaires, aussi bien dans leurs pays qu'à l'étranger ; ces Sociétés ont répandu de faux rapports sur les programmes militaires et navals des différents pays, afin de provoquer des augmentations de dépenses militaires et des commandes d'armements. »

J'arrête là ma lecture; elle est suffisante.

Enfin voici une parole particulièrement autorisée, celle du Ministre des Affaires étrangères... le prédécesseur. (*Applaudissements à l'extrême gauche*).

C'est celle de M. Aristide Briand : « Je crois qu'aucun peuple ,aucun gouvernement ne désire la guerre ;

mais ce qui rend la situation actuelle si difficile, c'est que trop d'intérêts travaillent contre la paix. Ceux-là sont contre nous qui croient que la suppression de la guerre les lèserait dans leurs intérêts matériels : les fabricants de munitions, les constructeurs d'armements travaillent contre la Société des Nations, contre le pacte de Paris, et ils payent des campagnes de presse qui, à chaque instant, entravent nos efforts.

« Les articles contre la paix sont écrits avec une plume taillée dans le même acier que les canons et les obus. » (*Applaudissements à l'extrême gauche et à gauche*).

Ces paroles ont été prononcées par M. Aristide Briand à Genêve, à la réception d'une délégation de ligues de femmes pacifistes.

Et maintenant, je voudrais essayer d'établir devant vous la corrélation troublante qui existe entre les emprunts étrangers faits en France et les commandes d'armes au Creusot.

M. VIncent Auriol. On enverra cela sous pli recommandé à M. Flandin.

M. Paul Faure. D'abord, et à d'autres membres du même Gouvernement.

Voici la liste des pays qui, depuis quelques années, ont passé des commandes au Creusot.

Je vous demande de les retenir, car vous verrez ensuite que, chaque fois qu'un pays étranger a passé une commande d'armes en France, un emprunt de ce pays a été autorisé, et que c'est avec l'argent français que les canons français ont été payés. (*Applaudissements à l'extrême gauche*).

M. René Gounin. Et ce sont les ultrapatriotes qui se prêtent à ces opérations !

M. Paul Faure. Voici la liste des pays qui ont passé des commandes au Creusot : Mexique, Serbie, Grèce,

Japon. Roumanie. Turquie. Bulgarie. Montenegro. Russie. Argentine. Espagne. Italie.

Naturellement, chaque fois qu'il y a des opérations de ce genre, il se constitue des banques qui ont des intérêts à la fois en France et dans les pays intéressés.

La banque hypothécaire d'Argentine (franco-argentine), par exemple, où l'on trouve M. de Neuflize comme banquier correspondant à Paris et M. Villars, tous deux intéressés au Creusot (conseil de surveillance) et chargés de soutenir les commandes d'artillerie de l'Argentine. Le contact est étroit.

On peut citer aussi la Banque Ottomane, où le même M. de Neuflize vient défendre les intérêts de la firme Schneider.

Il y a aussi la Banque franco-japonaise qui joue son rôle, à la minute ou il y a tant d'événements troubles, où la guerre sévit, où les établissements du Creusot, comme ceux de la Skoda ont, personne n'en doute, armé le Japon. Je ne suis pas sûr qu'ils n'aient pas armé la Chine en même temps. (*Applaudissements à l'extrême gauche*).

Nous y trouvons M. de Saint-Sauveur, de la famille Schneider, et, de ce fait, intéressé à la prospérité de cette maison. Je n'en suis pas surpris : c'est la tradition depuis quarante ans en France. Mais le président de cette banque, c'est M. Charles Dumont, ministre de la marine. Ce fait a été révélé par le journal *La Lumière*. (*Applaudissements à l'extrême gauche*).

M. Piétri, *ministre du budget*. Voulez-vous me permettre une observation ?

M. Paul Faure. Volontiers.

M. le Ministre du Budget. J'ignore si cette banque s'occupe de canons, et j'en doute. Mais je ne pense pas, en tout cas, que vous puissiez faire état de cette

indication pour le présent. J'imagine, et je suis même convaincu, que M. Charles Dumont n'est actuellement président d'aucune banque je m'en porte garant.

M. Toussaint Ambrosini. Il est dans la coulisse.

M. le Ministre du Budget. Il n'était certainement plus président de la banque dont vous parlez quand l'opération à laquelle vous faites allusion s'est produite.

C'est une rectification que M. Paul Faure m'excusera de faire à ses observations qui, au demeurant, n'intéressent pas le budget.

Je fais avertir M. le Ministre des Finances. Permettez-moi de vous dire, en effet, que votre intervention aurait été mieux placée au moment de la discussion du budget des finances.

Je ne vous le dis pas pour vous en faire un reproche, mais pour excuser le fait que M. le Ministre des Finances ne soit pas là pour recueillir vos déclarations et y répondre.

M. Compère-Morel. Elles concernent tous les budgets : finances, guerre ,affaires étrangères, etc.

M. Paul Faure. J'aime à vous entendre dire que M. Charles Dumont, ministre de la Marine, n'est plus président du conseil d'administration de la banque franco-japonaise.

Il a probablement donné sa démission au moment où il est entré dans le Gouvernement. Il y reviendra quand il ne sera plus au pouvoir. Mais ces passages rapides et ces entrées plus rapides encore ne trompent personne. (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche et à gauche*).

M. Georges Monnet. On avait répondu la même chose pour M. Fernand David.

M. Paul Faure. Je voudrais maintenant, et cela intéresse à la fois le budget, les finances et la politique

extérieure, vous rappeler très rapidement quelle a été la politique des emprunts étrangers en France.

Nous arriverons ainsi à un total qui ne sera pas sans intérêt. Il sera sans doute incomplet ; car vous pensez bien que je n'ai pas les moyens de faire ce calcul complètement. Les chiffres n'en seront pas moins à retenir.

La Russie, d'abord : 16 milliards de fonds d'Etat.

Vos prédécesseurs, dont vous êtes solidaires, avaient été avertis par la parole éloquente de Jaurès, qui vous avait dit : « Vous trompez les prêteurs français. Jamais cet argent prêté à la Russie ne reviendra. » En effet, non seulement les futurs bolcheviks et les social-démocrates nous disaient qu'ils ne payeraient pas les dettes du tsarisme, mais les libéraux et les cadets, par la voix de Milioukof, vous signifaient que la république russe ne reconnaîtrait pas les dettes du tsarisme.

Cela ne vous a pas empêché de drainer — pour quels intérêts nationaux, s'il vous plaît ? — 16 milliards de francs or vers la Russie.

Or les payements d'intérêts sont suspendus depuis 1916. Voilà donc 190 milliards de francs papier anéantis, que vous ne reverrez plus.

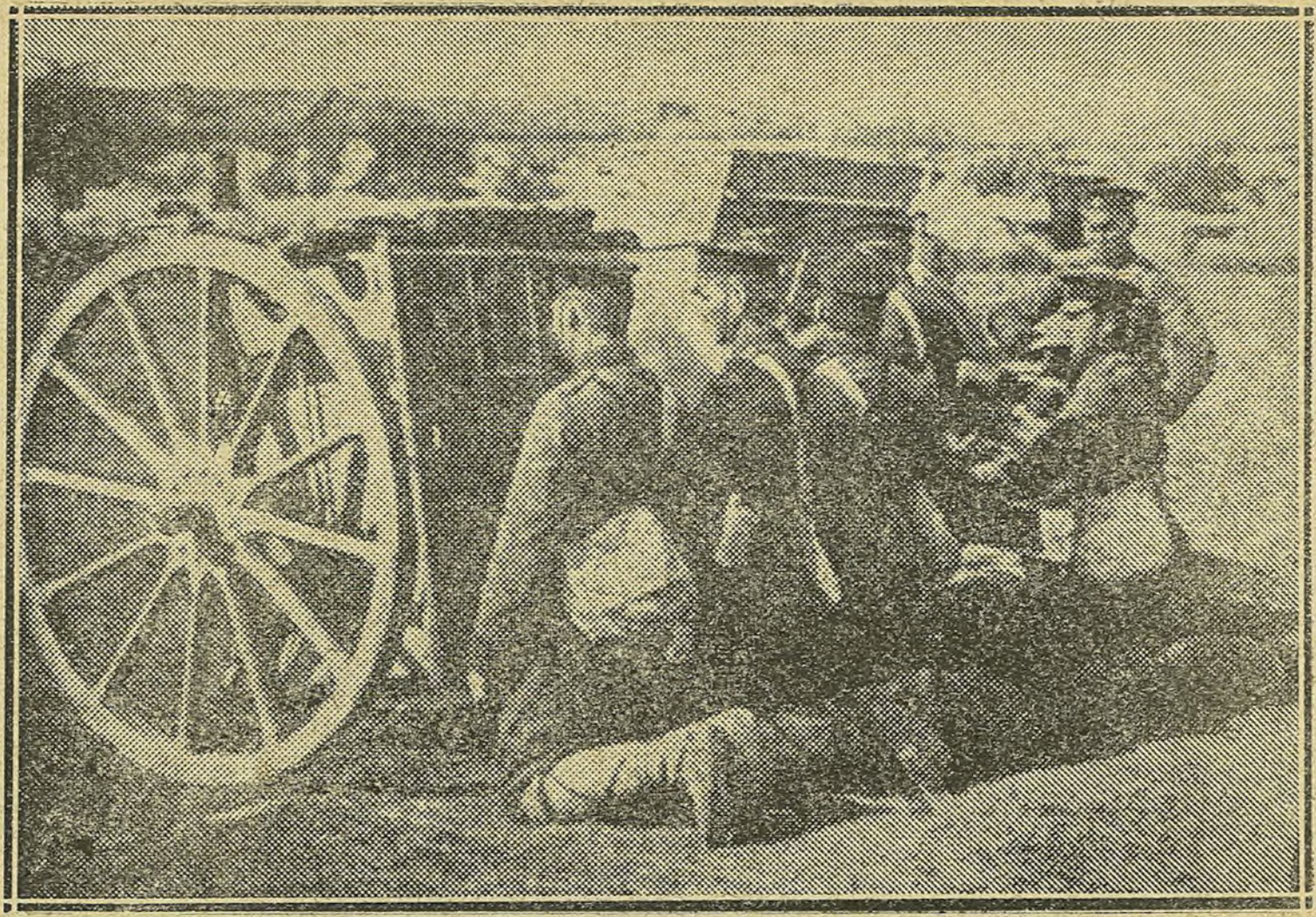
Mais voici la liste des emprunts.

Bulgarie, emprunt 1902, 106 millions de francs or; emprunt 1904, 100 millions de francs or; emprunt 1907, 145 millions ; en 1896, 30 millions. Que sont-ils devenus ? 500 francs or empruntés en France valent maintenant 320 francs ou 291 francs papier.

Il y a eu aussi des emprunts grecs et japonais, qui toujours ont correspondu à des commandes d'armes au Creusot.

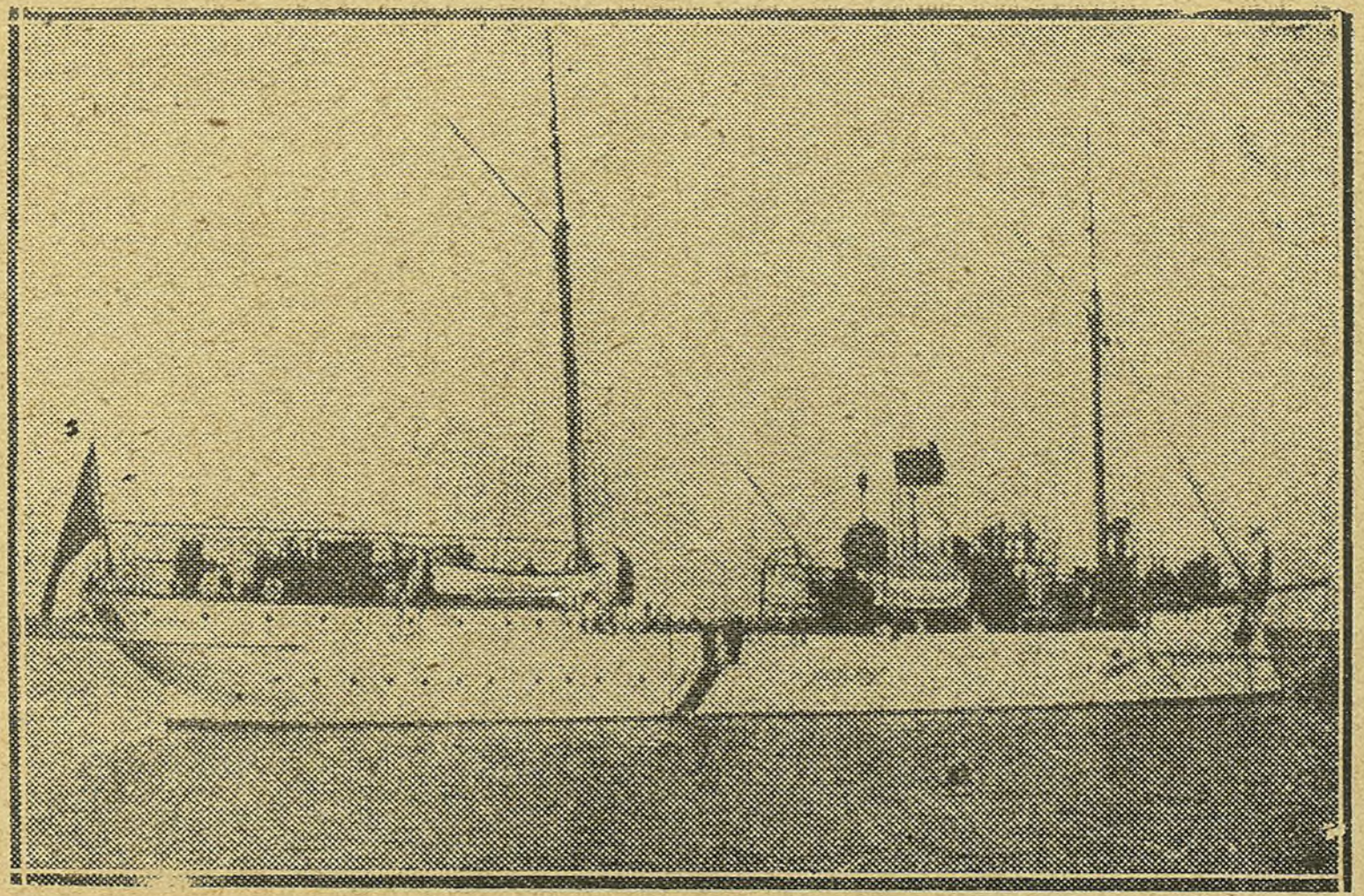
Pour le Mexique, trois ou quatre emprunts, représentant 2 milliards 779 millions de francs papier, sont consdérés comme définitivement perdus.

Je n'énumémerai pas tous les emprunts de la Aou-



L'artillerie Bulgare munie des canons à tir rapide fabriqués au Creusot.

(Document photographique extrait des **" Je sais tout "**, *du 15 Avril 1909.)*



Le croiseur Bulgare **Nadejda** construit à Bordeaux qui devait servir contre la Marine Française.

(*Document photographique extrait des* " **Je sais tout** " *du 15 Avril 1909*)

Ferdinand de Bulgarie aux Usines du Creusot, précédé de M. Eugène Schneider, 19 - 22 Octobre 1905. Avec l'argent français, le futur allié de Guillaume II vient commander les canons qui serviront quelques années plus tard à mitrailler les soldats français.

La famille Schneider sur un yach de plaisance avant la guerre. Dans le coin à droite, le Kaiser Guillaume II

manie. Il y en a eu au moins sept ou huit. Sur tous ces emprunts nous perdons au minimum 4 milliards de francs papier.

Il faut ajouter les emprunts serbes de 1902, 1906, 1909, 1910, 1911, 1913.

La Turquie a émis quinze emprunts, sur lesquels treize ne payent plus rien aujourd'hui.

Le dernier de ces emprunts a été émis en 1914, pour permettre à la Turquie de faire la guerre contre la France (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche*) ; émis à 500 francs or, il vaut aujourd'hui, vous le savez, 100 francs papier.

Je veux vous donner deux ou trois indications sur les emprunts turcs et bulgares.

Un de ces emprunts bulgares a été émis vers 1906 ou 1907. J'ai dans mon dossier une photographie du prince Ferdinand descendant aux usines du Creusot, accompagné de M. Eugène Schneider lui-même et venant faire des commandes d'armes, de ces armes, de ces canons que vous avez retrouvés sur le front d'Orient pendant quatre ans. (*Applaudissements à l'extrême gauche*).

Que se passa-t-il ? La commande fut si exagérée quant aux crédits que, lorsque le roi Ferdinand se retrouva devant la Commission des finances du Sobranié, qui est probablement aussi sévère que vous, Messieurs, celle-ci refusa de ratifier les crédits.

Le Gouvernement français intervint à cette époque — vous en retrouverez trace, j'imagine — et il déclara que, si le Sobranié ne ratifiait pas les crédits, l'emprunt bulgare ne serait pas autorisé. Le Sobranié chanta, la France paya et les armes du Creusot partirent là-bas.

Ainsi, vous avez fourni les canons, vous avez fourni l'argent, que vous ne retrouvez plus, car il est perdu ; et quand la guerre est venue, vous avez

fourni la cible vivante. (*Vifs applaudissements à l'extrême gauche*).

M. André Février. Voilà les patriotes !

M. Paul Faure. J'ai dans mon dossier une photographie bien suggestive, représentant le ministre de la marine de Turquie visitant les usines du Creusot, précédé de tous les ingénieurs qui lui montraient les derniers perfectionnements de défense côtière, qui lui indiquaient comment on s'y prendrait(si une guerre éclatait, pour couler les unités navales et pour se défendre contre les sous-marins ; enfin, tous les secrets de la défense nationale.

Le ministre de la marine de Turquie passait sa commande. Il était riche : il avait touché le montant du dernier emprunt émis en France. (*Rires à l'extrême gauche.*)

Seulement, la guerre vint trop vite, car la visite du ministre de la marine de Turquie aux usines du Creusot avait lieu en juillet 1914.

Quelques jours plus tard, la guerre éclatait et le malheureux ministre ne put emporter les canons français.

Mais comme il avait l'argent français, il acheta, en route, chez Krupp, à Essen, et chez Skoda, chez les Autrichiens et les Hongrois, les canons qui servirent sur le front d'Orient ; en sorte que, lorsque ce ne sont pas vos canons et votre argent, c'est toujours votre argent ! (*Applaudissements à l'extrême gauche. — Interruptions à droite*).

M. René Gounin. C'est ainsi qu'on assure la défense nationale !

M. Vincent Auriol. Qu'en pensez-vous, Monsieur de Lasteyrie ?

M. Charles de Lasteyrie. Nous n'étions pas au pouvoir à ce moment-là.

M. Xavier Vallat. Où siégeait alors la majorité ?

M. Léon Lauvray. C'étaient vos amis qui étaient au pouvoir.

M. Camille Cautru. Posez la question à vos amis ! Ce n'étaient pas les nôtres qui étaient au pouvoir en 1914 !

M. Paul Faure. Le total approximatif de l'argent perdu par la France dans les emprunts étrangers dépasse 214 milliards de francs.

Comme je comprends les moralistes éminents de la société capitaliste qui prêchent dans ce pays l'épargne comme la vertu la plus noble et la plus haute !

Plus vous avez d'épargnants, plus vous avez de proies faciles. C'est le pays du monde où il y a le plus d'affaires malsaines, parce que c'est le pays où il y a le plus d'épargnants à piller.

On aime beaucoup les épargnants en France, un peu à la manière de ces tribus anthropophages qui regardent avec volupté se développer l'embonpoint de leurs victimes avant de les dévorer. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Toutes ces leçons vous ont-elles au moins servi ?

Car si nous voulions ne pas nous attacher dans ces débats à rechercher les responsabilités du passé, si nous voulions ne pas nous accuser les uns et les autres de tous ces pillages et de toute cette trahison, nous devrions au moins retenir et juger la politique actuelle. Nous devrions être guéris et tenir compte de ces leçons.

Mais vous recommencez les mêmes erreurs ! (*Applaudissements à l'extrême gauche*).

Votre prêt à la Hongrie est une monstruosité. Et voilà que vous voulez prêter à la Serbie, à la Roumanie !

Les Serbes vous avertissent. M. Pribitchevitch,

ancien ministre serbe, président de la coalition paysanne serbe, adresse à la presse française cette communication, qu'aucun grand journal n'a insérée, naturellement:

« Le futur gouvernement yougoslave, sorti des élections libres, après la chute de la dictature et comme l'expression de la volonté et des besoins du peuple entier, ne reconnaîtra aucun emprunt, concession, transaction, vente, etc., fait par l'Etat yougoslave pendant la dictature. »

Vous savez cela. On vous le dit, comme autrefois pour la Russie. Mais vous continuez. Vous voulez prêter des fonds à ce pays et vous savez que vous allez sacrifier l'argent des épargnants français.

La Roumanie ! Le dernier emprunt roumain a coïncidé avec des commandes roumaines à une maison italienne. Cela vous a peu inquiétés. Je pense que vous avez pris des mesures pour qu'il n'en soit plus de même la prochaine fois.

La Banque de France a prêté récemment des fonds à la Roumanie. Il s'agirait de préparer pour demain un prêt de 3 milliards de lei. Vous le démentirez peut-être ? Nous verrons bien.

En tout cas, depuis que la Roumanie a touché de l'argent, une mission militaire roumaine est au Creusot.

M. René Gounin. Le scandale continue.

M. René Lebret. C'est une coïncidence !

M. Paul Faure. Naturellement, vous n'êtes pas inquiets au sujet de la politique roumaine. Vous savez qu'on vous aime dans ce pays, et comme vous avez confiance dans la Hongrie fasciste, vous avez une égale confiance dans le roi Carol de Hohenzollern. Ce sont vos amis.

Mais ils vous aiment à la manière de ces danseurs mondains qui vont, de temps en temps, trouver une

vieille maîtresse pour lui demander de l'argent. (*Applaudissements à l'extrême gauche. — Interruptions à droite.*)

Voici un fait qui va satisfaire votre patriotisme.

Hitler a une sympathie extrême pour le roi Carol. Dans son organe de Munich, il parle des possibilités presque ilimitées qui s'ouvriraient à l'expansion allemande en Roumanie aussitôt que l'Allemagne aurait opéré son propre redressement, c'est-à-dire l'arrivée d'Hitler au pouvoir.

Il est question du roi Carol de Hohenzollern, dont on loue l'extrême habileté et la sagesse.

« Le roi Carol — ajoute l'organe d'Hitler — sait que l'avenir de son pays réside dans une collaboration économique... » — sous la signature de M. Hitler, on sait ce que cela veut dire — « ...aussi étroite que possible avec l'Allemagne et il appuie tous les efforts qui sont faits dans ce sens. »

Voilà ce qui dit M. Hitler au roi Carol et c'est au roi Carol que vous allez prêter l'argent de la France !

M. René Lebret. C'est une honte.

M. Rémy Roux. Une trahison.

M. Louis Malvy, *président de la commission.* Voulez-vous me permettre de vous interrompre, monsieur Paul Faure ?

M. Paul Faure. Volontiers !

M. le Président de la Commission. Je tiens à dire, dans ce débat, que jamais la Commission des finances n'a donné son approbation à un prêt de cette nature ou à un projet permettant au Gouvernement de consentir des avances de trésorerie.

Ces avances et ces prêts, elle ne les a connus que le jour où le rapporteur général, en présence d'un état de trésorerie, s'est aperçu qu'il y avait eu des avances effectuées. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

J'ai été amené, dès que nous avons eu connaissance des dossiers que nous avions aussitôt réclamés, à présenter, vous le savez, les réserves les plus expresses à la tribune sur la méthode employée.

Je n'ai pas besoin de dire que la commission des finances, soucieuse de ses droits et de son devoir de contrôle, poursuivant son enquête, a nommé une sous-commission chargée d'examiner ces faits et de lui permettre d'en saisir utilement la Chambre. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

M. le Ministre du Budget. Voulez-vous me permettre une observation, monsieur Paul Faure ?

M. Paul Faure. Je vous en prie.

M. le Ministre du Budget. Les observations de M. le président de la commission, à la suite de certaines indications données par M. Paul Faure, me confirment que j'avais raison tout à l'heure de regretter que M. le Ministre des finances, faute d'avoir été averti, ne fût pas présent... (*Interruptions à l'extrême gauche.*)

A l'extrême gauche. La discussion générale du budget devrait l'intéresser.

M. Ernest Lafont. On y parle de trésorerie à tout instant.

Quand on a vidé le trésor, il faut bien s'en expliquer.

M. le Ministre du Budget. M. le Ministre des finances est présent quand le budget des dépenses de son département est en discussion au moment de l'examen de la loi de finances.

Il n'avait pas lieu de penser qu'au cours de la discussion générale, qui doit porter normalement sur le budget lui-même, M. Paul Faure — et c'est, par ailleurs son droit, je ne le lui conteste pas — soulèverait des questions comme celles qu'il porte, en ce moment, à la tribune.

Il avait d'autant moins raison de le penser que ces questions ont déjà été débattues à la suite d'une interpellation, il y a quelques semaines. (*Interruptions à l'extrême gauche.*)

Je regrette donc, encore une fois, que M. Paul Faure ait cru devoir user de son droit, à un moment où M. le Ministre des finances se trouve absent du débat. Je regrette enfin de ne pouvoir répondre moi-même aux allégations de M. Paul Faure et je suis convaincu que M .le Ministre des finances, qu'elles intéressent, ne tardera pas à fournir les explications qu'appellent, non seulement le discours de M. Paul Faure, mais aussi l'intervention de M. le Président de la Commission des Finances. (*Applaudissements au centre et à droite. — Interruptions à l'extrême gauche.*)

M. Edmond Miellet. Il suffirait de lui téléphoner ; vous le faites bien pour les scrutins publics à la tribune.

M. le Ministre du Budget. Je remercie mon ami, M. Miellet, de me suggérer cette idée originale qu'il faudrait téléphoner à M. le Ministre des finances. J'y avais déjà songé, et c'est fait. (*Interruptions à l'extrême gauche.*)

Il n'est pas indispensable de procéder par interruptions. Nous écoutons avec beaucoup d'attention M. Paul Faure, et M. le Ministre des finances lira, en tout cas, sons discours au *Journal officiel.*

M. Ernest Lafont. D'ailleurs M. le Ministre des finances sait tout cela.

M. Paul Faure. Je remercie M. le Président de la Commission des finances de sa déclaration, qui souligne devant cette Assemblée que nous n'avons pas en France un régime démocratique. (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.*)

Je remercie M. le Ministre du Budget de nous in-

former que M. le Ministre des finances sera présent, un jour ou l'autre, dans cette discussion financière.

Il me reste, quant à moi, à préciser les relations étranges, le rôle et les agissement suspects des marchands de canons.

Toute la France s'inquiète du mouvement nationaliste allemand, à juste titre.

Que la politique générale de ce pays n'ait pas toujours été compréhensive des événements allemands, ce n'est pas nous qui y contredirons.

En tout cas, la marche de Hitler vers le pouvoir suscite en France l'inquiétude de tous ceux qui veulent la paix sincèrement.

Etes-vous sûrs que vos groupes financiers et vos marchands de canons n'aient aucun lien avec le mouvement hitlérien ?

Si je n'avais que nos seules affirmations à apporter ici, je m'en garderais bien ; mais le journal *Le Journal*, qui ne vous est pas suspect, a fait paraître un reportage très intéressant sur les élections allemandes et sur les origines des fonds recueillis par Hitler à l'étranger.

Voici un passage que je soumets à vos méditations:

« On se bas presque pour être admis à l'honneur d'alimenter les caisses hitlériennes qui reçoivent 300.000 francs or de Suisse, bénéficient de souscriptions ouvertes en Hollande par les soins d'un professeur d'université, nommé von Bissing, entassent sans sourciller des milliers de dollars venus d'Amérique et n'éprouvent aucune gêne à empocher les fonds que lui versent, dans un but indéfinissable, de grands industriels tchécoslovaques d'origine allemande, comme MM. von Duschnitz et von Arthaber et... » — c'est ceci que je voulais surtout lire — « ...les directeurs des fameuses usines de Skoda, de Pilsen. »

Les usines Skoda, de Pilsen, sont contrôlées p

M. Eugène Schneider. (*Applaudissements à l'extrême gauche*).

Permettez-moi de vous rappeler que, l'année dernière, lorsque, après une élection dans la ville de M. Schneider, au Creusot, deux candidats pacifistes et socialistes obtinrent la majorité absolue, dès le lendemain, deux cents ouvriers socialistes organisés dans nos groupes furent renvoyés sans un mot d'explication, brutalement, par la firme Schneider (*Exclamations à l'extrême gauche*) et parmi eux des mutilés du travail, des mutilés de guerre. (*Nouvelles exclamations sur les mêmes bancs.*)

Est-il exact que les directeurs de la Skoda, qui sont les employés de M. Schneider, aient souscrit pour Hitler, en Allemagne, c'est-à-dire pour la guerre de revanche contre la France ? (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Si c'est vrai, je me permets de vous souligner que les ouvriers du Creusot, en France, sont chassés sans que personne ait protesté, sans que le Gouvernement soit intervenu pour faire respecter leur droit au travail.

Par contre, les directeurs de la Skoda, employés de Schneider, qui ont souscrit pour Hitler, s'ils l'ont fait, c'est qu'ils étaient sûrs de ne pas mécontenter le patron.

On comprend, en effet, que plus il y aura de friction entre deux grands pays comme la France et l'Allemagne, pluis il y aura de colère, plus il y aura de nationalisme écervelé et abominable comme celui d'Hitler, plus il y aura de risques de guerre et, par suite, plus l'industrie des armes pourra prospérer. (*Vifs applaudissements à l'extrême gauche.*)

M. Henri Maupoil. Chez nous, des ouvriers mutilés et anciens combattants ont été renvoyés.

M. Henry Andraud. On a fusillé des gens qui ont moins trahi leur pays que M. Schneider.

M. Paul Faure. Je tiens à la disposition de la Chambre les documents suivants:

D'abord, une photographie de la famille Schneider, avec un de nos collègues, d'ailleurs, M. le marquis de Juigné, beau-frère de Schneider, sur le yacht impérial, avec Guillaume II en personne, avant la guerre. (*Applaudissements à l'extrême gauche*).

Ah ! messieurs, si l'un des nôtres avait été photographiés sur le yacht impérial, aux côtés de Guillaume II ! (*Applaudissements sur les mêmes bancs.*)

Je vous rappelle votre sensibilité patriotique : avant la guerre, vous, ou ceux qui vous ont précédés, avez mis sur la tête du plus grand des Français, Jaurès, un casque prussien ! (*Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs*). Et Jaurès a été assassiné à la suite de ces campagnes abominables. Pendant la guerre, des hommes comme Caillaux, comme Malvy, ont été emprisonnés et exilés, ils ont failli être fusillés. (*Applaudissements à l'extrême gauche*).

M. Xavier Vallat. Pendant la guerre, M. le Marquis de Juigné était officier français au front.

M. Pierre Delcourt. S'il était officier, il est doublement coupable.

M. Pierre Renaudel. Mais quand M. le marquis de Juigné allait à Berlin, il n'y allait pas pour faire la guerre !

M. Paul Faure. Voici donc une photographie de la famille Schneider avec Guillaume II, sur le yacht impérial, dans la mer du Nord.

M. Xavier Vallat. Pas pendant la guerre, voilà la différence. (*Applaudissements à droite.*)

M. Paul Faure. Chacun ses Allemands, n'est-ce pas? (*Vifs applaudissements à l'extrême gauche et à gauche.*)

Quand nous allons en Allemagne — j'y étais il y a huit jours — nous nous adressons aux ouvriers des fabriques, aux travailleurs des campagnes, à ce magnifique peuple allemand qui veut la paix.

M. René Lebret. Et dont vos journaux parlent de la façon dont vous savez!

M. Paul Faure. Quant à vous, quant à vos industriels, je suis troublé de voir les directeurs de la Skoda, contrôlée par Schneider, soutenant la campagne électorale de M. Hitler ; je suis troublé de voir vos firmes, vos financiers, vos cartels industriels s'unir avec les Allemands les plus nationalistes, comme je suis troublé lorsque l'un des vôtres, le maréchal Lyautey, parlant dans ses mémoires, de sa rencontre avec un hobereau prussien, déclare qu'après tout, il se sent plus près de ce hobereau réactionnaire et fasciste que des socialistes comme nous. (*Applaudissements à l'extrême gauche*).

M. Xavier Vallat. La campagne électorale est ouverte.

M. Vincent Auriol. C'est tout ce que vous trouvez à répondre, monsieur Vallat ?

M. Compère-Morel. On mettra ces documents à côté de l'affiche de M. de Kérillis ! (*Applaudissements à l'extrême gauche et à gauche.*)

M. Paul Faure. Messieurs, voici le deuxième document : Le prince Ferdinand de Bulgarie, en uniforme, précédé par M. Eugène Schneider, accompagné d'officiers français et d'ingénieurs français, venant, au Creusot, commander, avec l'argent français qu'on ne reverra pas, des canons qu'on reverra contre les poitrines françaises.

Voici une troisième document : La visite, au Creu-

sot, de Djemel pacha, ministre de la marine ottomane, le 25 juillet 1914, venant surprendre et recueillir les secrets de la défense nationale, dont il devait se servir contre nous quelques semaines après.

Oui, messieurs, ces documents seront affichés sur les murs de toutes les communes de France ! (*Vifs applaudissements à l'extrême gauche*).

Mais je veux poser au Gouvernement une question plus délicate encore. Etes-vous sûrs que vous n'exportez pas de la poudre secrète de guerre, à travers les frontières, d'abord à une adresse allemande, ensuite, à la Skoda, pour des commandes inconnues ? Oh ! il faudra que vous fassiez une enquête, j'en suis sûr, car vous ne savez rien, n'est-ce pas ?

M. le Ministre du Budget. Je ne suis vraiment pas qualifié, comme ministre du budget, pour répondre à ce genre d'interpellation.

A l'extrême gauche. Vous représentez le Gouvernement.

M. le Ministre du Budget. Il eût mieux valu choisir une autre heure !

M. Paul Faure. Cela est tout à fait dans le budget.

M. le Ministre du Budget. Ah ! je me demande quel rapport cela peut avoir avec le budget. (*Exclamations à l'extrême gauche.*)

M. Ernest Lafont. Il n'y a pas que le déséquilibre dans le budget. (*Rires et applaudissements à l'extrême gauche.*)

M. Rémy Roux. Cela a bien quelque rapport avec l'intérêt de notre pays.

M. Paul Faure. Je ne vous ai pourtant pas surpris. J'ai fait poser la question à M. le Ministre de la guerre lui-même par un membre de la Commission de l'armée, mon collègue et ami, M. Rognon. M. le Ministre de la Guerre a répondu qu'il ne savait pas de quoi il retournait.

M. Etienne Rognon. En effet, mis au courant de la question par M. Paul Faure, je l'ai jugée tellement grave que je n'ai pas voulu en saisir officiellement la commission de l'armée avant d'avoir fait poser la question par le président de la commission, d'accord avec lui, de façon à savoir s'il était exact que la maison Schneider avait pu fournir de la poudre française à une fabrique d'armes étrangère, située en Tchécoslovaquie, mais en passant d'abord par le canal de l'Allemagne.

Il nous a été répondu qu'on ignorait cette affaire complètement, que l'on n'avait pas trace du passage et de la livraison de ces poudres.

Or c'est le contraire de la vérité et nous avons la preuve que ces poudres ont bien passé la frontière.

M. le Ministre du Budget. Interpellez, mais ne choisissez pas ce débat pour y porter une question qui lui est étrangère.

M. Etienne Rognon. Je ne comprends pas que vous ne soyez pas indigné.

M. Paul Faure. Voici un premier document :

« 1.000 kilogr. de poudre B. G. 4, pour cartouches fusil Mauser... » — cela intéresse le budget : c'est la poudre nationale qui traverse la frontière et qui s'en va on ne sait où — « ...à destination de Mauser Fabriken, à Leipzig. — Commande Japon 6.307 ».

L'ingénieur patriote qui est dans l'entourage de M. Schneider et qui m'a remis ce document, m'a déclaré qu'il n'était pas socialiste, mais qu'il était indigné des agissements de la firme. Il m'a remis ces documents pour que je les apporte à la tribune française. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Le document que je viens de citer a été déposé une première fois à la régie pour demande d'autorisation d'exportation. Est-ce la campagne que nous me-

ations ? Est-ce réflexion en haut lieu ? Cette demande d'exportation fut retirée, paraît-il.

Mais en voici une autre qui a été exécutée et comme j'avais peur qu'on la retirât, je l'ai fait photographier. (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.*)

« Nous soussignés Schneider et Cie, maîtres de forges au Creusot, sollicitons l'autorisation d'expédier à M. Paul Capit, à Palmrain (duché de Bade)... » — c'est en Allemagne, messieurs — « ...la poudre désignée ci-après (en provenance de la poudrerie de Pont-de-Buis) :

« 2.200 kilogr. de poudre B. M. 11.

« 200 kilogr. de poudre B. M. 13.

« Notre envoi comprendra 66 caisses, etc., etc. » (*Exclamations à l'extrême gauche et à gauche.*)

J'ai demandé ce qu'était cette poudre. M. de Lasteyrie, à qui j'avais communiqué ce document, m'avait dit que c'était peut-être de la poudre de mine.

M. Charles de Lasteyrie. J'ai dit que je n'étais pas renseigné, ce qui est la vérité. Je ne suis pas poudrier.

M. Paul Faure. Je vous comprends. Mais j'ai beaucoup réfléchi à ce que vous m'avez dit et j'ai prié un de mes amis, M. Burtin, membre de la commission de l'armée, de demander au ministre de la guerre ce qu'était cette poudre. On lui a répondu que c'était une poudre destinée à l'artillerie, poudre secrète évidemment.

J'ai là d'autres documents relatifs à des expéditions de poudre. Mais je n'insiste pas. N'y en aurait-il eu qu'une seule, cela suffirait.

Résumons-nous. Il s'agit du budget, de la politique financière extérieure de la France.

Voilà quel a été le bilan de quelques années de notre administration.

214 milliards engloutis dans les emprunts étran-

gers, sans parler des innombrables autres milliards dilapidés dans des entreprises financières ou industrielles et où l'on retrouve encore le Creusot, même quand il s'agit d'affaires françaises : la Normande de métallurgie, les hauts fourneaux de Caen, les chantiers de la Gironde, furent des entreprises de pillage de l'épargne française.

Nous retrouvons ensuite M. Schneider et Guillaume II, M. Schneider armant la Bulgarie, M. Schneider armant la Turquie, la Skoda et Hitler, les prêts hongrois et roumains, les banques franco-japonaise, franco-argentine, franco-mexicaine, extrêmement suspectes.

On cherche, en tout cela, l'intérêt national. On ne le retrouve qu'au coin du bois, un poignard en plein dans le dos et les poches retournées ! (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Et c'est nous qu'on accuse de vouloir piller l'épargne, dépouiller les gens et de n'avoir pas le sens national ? Car c'est ce qu'il y a de plus admirable : dans tous vos journaux, dans tous vos discours, quand vous vous tournez vers notre groupe, vous nous accusez de n'être jamais du côté de la patrie. C'est, pour nous, un défaut congénital que de ne pas savoir ce que c'est que la patrie, assurez-vous. (*Vifs applaudissements à l'extrême gauche et à gauche*).

Et quand nous ouvrons les dossiers de votre administration et de votre politique, nous n'y trouvons que gaspillage caractérisé et trahisons criminelles (*Vifs applaudissements sur les mêmes bancs.*)

On a parlé tout à l'heure de la proximité des élections. Oui ! chacun fera son panneau électoral. Voilà le vôtre ! (*Applaudissements à l'extrême gauche*)

Le nôtre sera une accusation et un réquisitoire.

Et quand nous prendrons le total des milliards que vous avez dilapidés, nous vous dirons : Si vous le aviez aujourd'hui, ces 214 milliards, quel plan quin

quennal — pour me servir d'une expression à la mode — vous pourriez réaliser !

Pendant cinq années, vous pourriez affecter toutes les ressources budgétaires de la France à un programme de vie, de progrès, de science et d'humanité.

Vous n'avez pas d'argent pour développer vos écoles. Vous êtes le pays classé le dernier en dépenses scolaires. En Europe, vous n'avez derrière vous que la Grèce. Vous n'avez pas d'argent pour les chômeurs, pas d'argent pour la revalorisation des retraites des vieux pensionnés de la caisse nationale, abandonnés à leur désespoir et à leur détresse, malgré nos interventions et nos démarches réitérées.

Vous n'avez pas d'argent pour l'électrification des campagnes. Les communes n'ont plus de ressources. Les dossiers d'électrification ou d'extension de leurs réseaux sont endormis sous la poussière, au ministère de l'agriculture.

Vous n'avez pas d'argent pour vos sanatoria de tuberculeux, pour vos laboratoires.

Vous organisez la mendicité des enfants, avec la vente du timbre antituberculeux. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

En présence de cette faillite totale, politique, économique, financière et morale, lorsque l'opinion publique sera éclairée, informée, la justice populaire sera sévère, encore une fois, pour ces pillages caractérisés de l'épargne et pour ces trahisons répétées des véritables intérêts nationaux. (*Vifs applaudissements à l'extrême gauche et à gauche. — L'orateur, en regagnant son banc, reçoit les félicitations de ses amis.*)

BIBLIOTHÈQUE DE PARIS MARXISTE

Groupes, Sections et Militants !

Achetez tous vos livres, brochures de propagande, articles de fête, églantines, cartes, drapeaux rouges, à la

Librairie Populaire
DU PARTI SOCIALISTE

12, Rue Feydeau PARIS (2e)

Téléphone : Richelieu 87-06 Chèque postal : 701-63

et vous contribuerez à la
- propagande du parti -
socialiste

Vulgarisez, répandez à profusion
: : nos brochures de propagande : :

Recommandé (série de propagande de 18 brochures.) Prix spécial : 10.75

F. Béroud, 186, Rue Saint-Martin, Paris